

RAPPORT N°2025/***
au Conseil de la Communauté
en séance du 20 février 2025**

OBJET : Révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion devenu Plan De Mobilité (PDM) - Approbation du PDM

La Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) élabore depuis juillet 2022 son Plan de Mobilité (PDM) 2025-2035, un outil de planification obligatoire pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Introduit par la loi LOTI en 1982 sous la forme du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et transformé en PDM par la loi LOM du 24 décembre 2019, ce document, évalué tous les cinq ans, vise à structurer l'organisation des déplacements.

Conformément au code des transports, le PDM définit les principes de mobilité des personnes, du transport de marchandises, ainsi que de la gestion de la circulation et du stationnement dans le périmètre de l'autorité organisatrice. Son élaboration, en concertation avec les collectivités territoriales membres et limitrophes, prend en compte les spécificités du territoire et les besoins des populations. Le PDM ambitionne de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports, en cohérence avec les engagements climatiques nationaux, tout en luttant contre la pollution sonore, et en préservant la biodiversité.

L'élaboration du PDM 2025-2035 de la CINOR s'est ainsi traduite selon plusieurs étapes :

- **Concertation et diagnostic** : Organisation de comités de pilotage, comités techniques, rencontres bilatérales, enquête qualitative et consultations publiques.
- **Scénarii et plan d'actions** : Arbitrage des scénarii, définition des orientations, des axes et des objectifs chiffrés.
- **Finalisation et consultation** : Transmission pour avis aux PPA et enquête publique au 1er semestre 2024, accompagnée d'une évaluation environnementale soumise à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe).
- **Validation et approbation** : Intégration des avis PPA et des contributions de l'enquête publique au dossier et approbation en conseil communautaire, objet du présent rapport.

Pour répondre aux enjeux et problématiques identifiés en phase de diagnostic, des grandes orientations et premières pistes d'orientations sont proposées pour organiser la mobilité afin de répondre au développement du territoire tout en préservant l'environnement et en limitant les impacts sur la santé :

- Axe 1 : développer des transports collectifs performants
- Axe 2 : Redistribuer l'espace public pour un usage raisonné de la voiture
- Axe 3 : S'ancrer dans la ville du ¼ d'heure, développer et sécuriser les modes actifs
- Axe 4 : Instaurer une culture de la mobilité durable et décarbonée
- Axe 5 : Organiser la circulation des marchandises et livraisons

Le Plan d'actions a ensuite été construit sur les 5 axes de la stratégie du PDM, il est constitué de 17 actions réparties en 44 sous-actions. Les objectifs et actions sont détaillées ci-après.

Axe 1 : Développer des transports collectifs performants :

Objectifs principaux :

- Bâtir une armature de réseau performante.
- Développer une offre compétitive avec des temps de parcours réduits, une meilleure fréquence et amplitude des horaires, un meilleur confort et plus de fiabilité.
- Assurer un maillage de qualité et une intermodalité facilitée.

Axe 2 : Redistribuer l'espace public pour un usage raisonné de la voiture

Objectifs principaux :

- Repenser la place de l'automobile et du stationnement en milieu urbain.
- Améliorer les conditions de circulation routière et apaiser les lieux de vie de la CINOR.
- Proposer des aménagements confortables, accessibles et sécurisés.

Axe 3 : Développer et sécuriser les modes actifs

Objectifs principaux :

- Développer un réseau d'infrastructures cyclables cohérent à l'échelle de la CINOR.
- Développer un écosystème vélo favorisant la pratique cyclable.
- Garantir les conditions d'accès et de confort des cheminements en faveur d'une mobilité inclusive.
- Mieux coordonner urbanisme et déplacements par modes actifs.

Axe 4 : Instaurer une culture de la mobilité durable et décarbonée

Principaux objectifs

- Encourager l'émergence de solutions de mobilité alternatives à l'autosolisme.
- Encourager les actions en faveur de la transition énergétique.
- Communiquer sur les solutions de mobilité et encourager l'usage des mobilités douces.
- Sensibiliser la population aux bonnes pratiques.
- Soutenir la réalisation de plans de mobilité « entreprise » sur le territoire.
- Garantir une mobilité inclusive et accessible pour tous.

Axe 5 : Organiser la circulation des marchandises

Principaux objectifs

- Réguler les aires de livraison et le transit de fret sur le territoire.
- Mieux appréhender les flux de transport de marchandises et réduire les nuisances induites.
- Encadrer les pratiques en proposant des solutions concrètes de logistique urbaine, après concertation.

Pour la réalisation de ces objectifs, le budget à prévisionnel est évalué à 310 millions d'euros (réparti en budgets Investissement et fonctionnement). Cela correspond à un budget de 31 millions par an soit 129 euros par habitant et par an. Certaines mesures étant portées par des partenaires de la CINOR, le budget du PDM sera partagé avec des portages par la CINOR, les communes et les autres institutions telles que la Région Réunion. De plus, les actions mises en œuvre sont, pour une grande partie, éligibles à des financements et subventions (FEDER, projets régionaux, subventions état).

Intégration des retours des personnes publiques associées

Dans le cadre de la concertation réglementaire relative au Plan de Mobilité (PDM), les Personnes Publiques Associées (PPA) ont été saisies, afin de recueillir leurs avis et contributions, conformément aux exigences légales et dans le respect des procédures en vigueur :

- Villes de Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne ;
- Conseil Régional ;
- Conseil Départemental ;
- TCO, CIREST ;
- Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) ;
- Etat / DEAL ;
- L'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité (LADOM).

Remarques générales des PPA

La MRAe et la DEAL recommandent d'établir un bilan plus approfondi du PDU 2013-2023 et d'assurer la cohérence des données dans les différents documents du PDM. La CINOR a rectifié les incohérences, notamment concernant les parts modales projetées pour 2034. Les objectifs retenus sont : 29% pour la marche, 7% pour le vélo, 15% pour les transports collectifs, et 49% pour les véhicules particuliers.

Compatibilité avec les documents de planification stratégique

La MRAe et la DEAL s'interrogent sur la multiplication des lignes TCSP à Saint-Denis et leur compatibilité avec le SCoT. La CINOR prévoit d'intégrer ces recommandations dans la révision du SCoT. La Ville de Sainte-Marie demande la transmission des emplacements réservés dans les PLU (Projet Baobab, covoiturage, ZATT, PEM, liaisons cyclables, etc.). La CINOR s'engage à diffuser les éléments nécessaires pour leur intégration dans les PLU en cours de révision.

Bilan de la concertation

La MRAe et la DEAL s'interrogent sur la participation du public d'un point de vue réglementaire (Code de l'Environnement pour les plans et programmes soumis à une évaluation environnementale). La CINOR a organisé une concertation préalable en deux étapes : une enquête en juin 2023 et des réunions publiques en octobre 2023. La MRAe recommande de prendre en compte le rapport final des États Généraux de la Mobilité (EGM). La CINOR a intégré les apports de la concertation des EGM dans la version finale du PDM. Un comité de suivi avec les partenaires sera instauré pour gérer la gouvernance du plan d'actions.

Enfin, les axes 1 à 5 ont fait l'objet de diverses observations et questionnements, contribuant ainsi à enrichir les thématiques développées dans le PDM, dont le détail est disponible en annexe.

Enquête publique

L'enquête publique relative au projet de révision du Plan de Mobilité (PDM) s'est déroulée sur le territoire de la CINOR du 7 octobre au 8 novembre 2024. Pendant ces 32 jours consécutifs, les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête ont été accessibles au public au siège de l'enquête publique à la CINOR, ainsi qu'aux mairies de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne, aux jours et heures habituels d'ouverture. Chaque citoyen avait ainsi la possibilité de consulter les documents et de consigner ses observations dans le registre d'enquête. L'intégralité du dossier d'enquête publique a été mise à disposition sur le site internet de la CINOR, garantissant une accessibilité totale du dossier.

Au cours de la période d'enquête publique, un total de quatre observations (détaillées en annexe) a été consigné dans les registres mis à la disposition du public. La répartition de ces contributions s'établit comme suit :

- Registre de la CINOR : 1 observation
- Registre de la mairie de Saint-Denis : aucune observation
- Registre de la mairie de Sainte-Marie : 1 observation
- Registre numérique : 3 observations
- Courriers postaux : aucune observation

À l'issue de l'analyse du projet, et en considération des éléments exposés, le commissaire enquêteur émet les trois recommandations suivantes :

Recommandation 1 : Mise en place d'un système d'écoute et de remontée des difficultés spécifiques

Il est suggéré de développer un dispositif permettant une collecte continue des constats liés aux problématiques de mobilité, reposant sur :

- Le recensement exhaustif des associations d'utilisateurs, des collectifs et des particuliers concernés ;
- La promotion de la création de représentations encore absentes, notamment dans les secteurs des commerçants et des usagers des transports en commun ;
- La mise en œuvre d'une application dédiée à cet effet.

Recommandation 2 : Renforcement de la visibilité des actions entreprises

Afin d'accroître la transparence et l'information autour des initiatives relatives au Plan de Mobilité, il est recommandé :

- D'élaborer un répertoire des actions engagées en matière de mobilité ;
- De favoriser une communication active en associant l'ensemble des parties prenantes et en diffusant régulièrement un état d'avancement du PDM, ainsi qu'un suivi des initiatives contribuant à sa mise en œuvre. Cela inclut également une gestion efficace des doléances pouvant être raisonnablement traitées.

Recommandation 3 : Consolidation du rôle de coordination de la CINOR

Il est préconisé de renforcer le rôle de la CINOR en matière de réflexion stratégique, d'organisation et de coordination, en tenant compte des aspects suivants :

- Les thématiques abordées par le PDM impliquent de nombreux acteurs. Il est essentiel d'assurer la cohérence et la faisabilité des actions à travers toute la chaîne de décision et de réalisation, qu'elle soit politique, technique ou administrative ;
- De nombreuses actions sont actuellement déployées sur le terrain. Une coordination efficace est indispensable pour évaluer les avancées et, à terme, mesurer l'efficacité globale du PDM.

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** au projet de Plan de Mobilité porté par la CINOR.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet de Plan de Mobilité tel qu'il est annexé au présent rapport, en prenant en compte les remarques émises par les Personnes Publiques Associées et de l'enquête publique.
- Autoriser le Président à engager la mise en œuvre des actions prévues dans le PDM, en concertation avec les partenaires et de mandater les services compétents pour suivre et évaluer l'impact des actions mises en œuvre conformément aux échéances réglementaires et aux objectifs fixés.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

Maurice GIRONCEL

**PROJET DE DELIBERATION N° 2025/-
du Conseil de la Communauté
En séance du 20 février 2025**

OBJET : Révision du PDU de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion devenu Plan de Mobilité – Arrêt du projet de Plan de Mobilité

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;
Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;
Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;
Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI), modifiée par la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;
Vu le Code des transports, notamment ses dispositions relatives à l'élaboration des Plans de Mobilité ;
Sur l'avis des Commissions Transports et Déplacements et Administration Finances joint en annexe ;
Sur le RAPPORT n°2023/6-30 portant révision du PDU de la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion devenu Plan de Mobilité – Arrêt du projet de Plan de Mobilité ;
Vu l'arrêté n°2024/09-17 portant organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du plan de mobilité de la CINOR ;
Vu l'avis de l'autorité environnementale et les contributions recueillies lors de l'enquête publique.

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Approuve le projet de Plan de Mobilité tel qu'il est annexé au présent rapport, en prenant en compte les remarques émises par les Personnes Publiques Associées et de l'enquête publique.

ARTICLE 2

Autorise le Président à engager la mise en œuvre des actions prévues dans le PDM, en concertation avec les partenaires et de mandater les services compétents pour suivre et évaluer l'impact des actions mises en œuvre conformément aux échéances réglementaires et aux objectifs fixés.

Le Président,

Maurice GIRONCEL